



HAL
open science

Initiatives citoyennes de transition soutenable et diffusion : formes et fonctions de la mise en réseaux territorialisés

Nassima Hakimi Pradels, Jean-Baptiste Grison, Kirsten Koop, Pierre-Antoine Landel

► To cite this version:

Nassima Hakimi Pradels, Jean-Baptiste Grison, Kirsten Koop, Pierre-Antoine Landel. Initiatives citoyennes de transition soutenable et diffusion : formes et fonctions de la mise en réseaux territorialisés. Développement durable et territoires, 2022, Expérimentations de transition écologique, 13 (1), 10.4000/developpementdurable.20134 . halshs-03833030

HAL Id: halshs-03833030

<https://shs.hal.science/halshs-03833030>

Submitted on 28 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 13, n°1 | Juillet 2022

Expérimentations de transition écologique

Initiatives citoyennes de transition soutenable et diffusion : formes et fonctions de la mise en réseaux territorialisés

Citizens' initiatives for sustainability transitions and dissemination: Forms and functions of territorial networking

Nassima Hakimi Pradels, Jean-Baptiste Grison, Kirsten Koop et Pierre-Antoine Landel



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/20134>

DOI : [10.4000/developpementdurable.20134](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.20134)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Nassima Hakimi Pradels, Jean-Baptiste Grison, Kirsten Koop et Pierre-Antoine Landel, « Initiatives citoyennes de transition soutenable et diffusion : formes et fonctions de la mise en réseaux territorialisés », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 13, n°1 | Juillet 2022, mis en ligne le 22 juillet 2022, consulté le 27 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/20134> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.20134>

Ce document a été généré automatiquement le 27 octobre 2022.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Initiatives citoyennes de transition soutenable et diffusion : formes et fonctions de la mise en réseaux territorialisés

Citizens' initiatives for sustainability transitions and dissemination: Forms and functions of territorial networking

Nassima Hakimi Pradels, Jean-Baptiste Grison, Kirsten Koop et Pierre-Antoine Landel

- 1 Depuis le début du XXI^e siècle, des initiatives citoyennes visant la transition vers des modèles sociaux écologiquement et socialement soutenables se multiplient en Europe et font l'objet d'un nombre croissant d'études de cas en sciences humaines et sociales. Des projets d'écohabitat, d'agroécologie, d'écoles alternatives, de ressourceries, de garages solidaires, de pompes funèbres alternatives ou encore de circuits courts et de monnaies locales foisonnent, dans les villes comme dans les campagnes (Chatterton et Pusey, 2020 ; Demaria *et al.*, 2019 ; Jeffrey et Dyson, 2020 ; Schmid et Smith, 2021 ; Nicolosi, 2020 ; Seyfang et Smith, 2007). Ces initiatives connaissent ici ou là des concentrations remarquables. Les dénominations « hauts lieux de pratiques alternatives » (Tommasi, 2018), « lieux de résistance et de militances alternatives » (Gervais, 2015), « espaces d'innovations radicales soutenables »¹ (Pickerill et Maxey, 2009), « espaces autonomes »² (Pickerill et Chatterton, 2006) ou encore « espaces de l'activisme du quotidien »³ engagés dans une transition post-capitaliste (Chatterton et Pickerill, 2010) renvoient toutes à des espaces riches en projets de ce type. Ce sont les acteurs des ZAD (« Zones à Défendre », Barbe, 2016), mais aussi ceux qui s'engagent dans la transition agroécologique comme en vallée de la Drôme (Bui, 2015), les porteurs d'innovations dans le domaine de l'économie sociale et solidaire comme dans la vallée de Suse (Soubirou, 2018) ou encore les acteurs des initiatives citoyennes du parc naturel régional du Couserans en Ariège (Duberland, 2018) et du plateau de Millevaches en Limousin (Hakimi-Pradels, 2021).

- 2 Les diverses études de cas explorent majoritairement le caractère alternatif de ces initiatives, et tentent d'évaluer en quoi elles répondent aux défis de la transition (Chatterton et Pusey, 2020 ; Demaria et al., 2019 ; Jeffrey et Dyson, 2020 ; Nicolosi, 2020 ; Koop, 2020 ; Schmid et Smith, 2021 ; Seyfang et Smith, 2007). Mais quelle est leur capacité à infléchir plus largement la trajectoire des territoires vers la soutenabilité ? S'agit-il d'un phénomène éphémère et marginal ou peut-on observer une stabilisation des expériences et une dissémination plus large de valeurs et pratiques alternatives dont ces initiatives sont porteuses ?
- 3 Cet article se penche sur cette question peu étudiée à ce jour. Nous partons de l'hypothèse que la consolidation et la diffusion des valeurs et pratiques alternatives au sein des territoires passent par le tissage de liens entre porteurs de projets citoyens alternatifs et leur mise en réseaux (incluant ou non d'autres acteurs territoriaux). Nous nous pencherons notamment sur les formes et les fonctions de tels réseaux que nous avons pu identifier sur nos terrains d'études en territoires de moyenne montagne des Alpes du Nord et du Massif central. Ainsi, après un état de l'art sur la recherche contemporaine sur les initiatives citoyennes alternatives s'inscrivant dans la transition soutenable (chapitre 1) et la présentation de notre méthodologie (chapitre 2), nous exposerons différentes formes de réseaux territorialisés que nous avons observés et qui informent sur les modalités de mise en lien des porteurs de projets au sein des territoires (chapitre 3). Nous nous pencherons ensuite sur les fonctions que prennent ces réseaux. Ceux-ci renseignent sur la capacité des acteurs impliqués à formaliser l'expérience ainsi que sur leur aptitude à devenir des acteurs légitimes au sein des territoires (chapitre 4).

1. Le pouvoir transformatif des initiatives citoyennes alternatives s'inscrivant dans la transition soutenable : un phénomène encore peu étudié

- 4 À l'aune des crises multiples (notamment climatique, sociale et environnementale) et de l'injonction à la transition soutenable⁴, une controverse sur les moteurs de cette transition semble opposer aujourd'hui les tenants des collectivités territoriales, qui auraient capacité à impulser puis mettre en œuvre des politiques locales adaptées, à ceux qui attribuent la capacité d'innover et d'assurer les conditions d'une véritable transition davantage aux dynamiques « par le bas », à partir d'initiatives citoyennes localisées et socialement innovantes (Nicolosi, 2020 ; Schmid et Smith, 2021). Les collectivités territoriales s'engagent aujourd'hui dans des opérations de planification visant plus de soutenabilité au sein des territoires dont le cadre est le plus souvent fixé par l'État (Agenda 21, Plans climat énergie, Plan alimentaire territorial, Contrats de relance et transition écologique, etc.). Ces collectivités deviennent des acteurs incontournables de la mise en œuvre des politiques publiques nationales. Mais pour autant, la transition instiguée par les acteurs publics ne va pas de soi. Au départ, la tendance générale reste la même : la mythologie « Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence » (CAME) reste l'horizon de nombre de collectivités territoriales (Bouba-Olga et Grossetti, 2018). Les réformes territoriales de la décennie 2010 (loi Matpam, loi NoTRe) sont imprégnées de ces objectifs. La difficulté est de s'extraire de ce modèle centré sur la performance économique et coresponsable des crises contemporaines pour en inventer un autre. Mais aussi, un certain nombre de

difficultés persistent dans la mise en œuvre de politiques innovantes : difficile articulation des temporalités des projets entre les différentes échelles d'intervention (Union européenne, État, régions, départements, communes et intercommunalités), coordination complexe avec les agences et opérateurs nationaux intervenant dans les champs de l'énergie, de l'eau, du foncier, des mobilités, réduction de l'autonomie budgétaire des collectivités, faiblesse des moyens consacrés à la recherche et l'expérimentation, manque d'autonomie décisionnelle, scepticisme de la société civile.

- 5 Au vu de l'inertie et des limites multiples qui se posent aux collectivités territoriales, les sciences humaines et sociales s'intéressent au potentiel de projets alternatifs et citoyens pour amorcer, voire renforcer la transition soutenable (Schmid et Smith, 2021). Mais comment étudier des processus de transformations au sein des territoires émanant « par le bas » ? C'est à cette question que nous souhaitons apporter quelques éléments de réponse dans cet article.
- 6 Les initiatives émergeant de la société civile ne sont pas un phénomène nouveau et sont étudiées depuis longtemps. Au cours des années 1990, le champ d'études des innovations sociales s'attache alors à l'analyse de projets citoyens dans des régions en déclin économique, leur attribuant le potentiel de satisfaire des besoins dans un contexte où ni l'État ni les acteurs économiques n'y répondent de manière adéquate (Klein et Harrison, 2007 ; Moulaert *et al.*, 2014). Les études des mouvements sociaux s'intéressent quant à elles à la dimension politique d'initiatives citoyennes, notamment dans leur lutte contre les politiques néolibérales (par ex. : Ripoll, 2008). Dans le même registre, la géographie critique anglophone a produit tout un courant se consacrant au potentiel citoyen de créer des *spaces of hope* (Harvey, 2000) : des espaces créatifs, solidaires et socialement justes, constituant un contre-modèle au système libéral capitaliste.
- 7 Ce n'est que depuis la conscience accrue de la nécessité de changer notre modèle sociétal que les sciences humaines et sociales s'intéressent plus particulièrement au potentiel de tels projets citoyens à instiguer des dynamiques de transformations sociales profondes considérées comme incontournables pour répondre aux multiples crises contemporaines. Le nombre croissant d'études de cas relève surtout les pratiques et les valeurs socialement et écologiquement soutenables de ces projets – comme la solidarité et le partage (Ince et Hall, 2017), la frugalité (Koop et Senil, 2016), le bas impact sur l'environnement (Chatterton, 2013) ou encore l'importance donnée au local (Lloveras *et al.*, 2021). Cette littérature attribue généralement la capacité de mettre en œuvre des modèles sociétaux soutenables, comme ceux de la décroissance, du *Buen Vivir*⁵ ou encore de la postcroissance, à ces initiatives (Demaria *et al.*, 2019 ; Koop, 2021). Or, les dynamiques (éventuelles) de la dissémination plus large de pratiques et valeurs au sein des sociétés et territoires ont encore peu été étudiées à ce jour.
- 8 Ce sont notamment les chercheurs du programme de recherche européen TRANSformative Social Innovation Theory – TRANSIT (2014 et 2017) qui ont fait un pas décisif dans la conceptualisation des dynamiques transformatives émanant potentiellement de telles initiatives citoyennes. Ils proposent de considérer ces initiatives alternatives comme des innovations sociales. Mobilisant la perspective multi-niveaux des *Sustainability Transitions Studies* (Geels, 2002, 2011), ils appréhendent ces innovations sociales comme des phénomènes de niche (au niveau micro) qui ont un pouvoir transformateur sur le régime conventionnel (niveau meso). Le régime représente ici le système existant dominant que nous habitons et qui façonne nos vies,

l'ordre dominant. Il comprend les acteurs, technologies, ressources, structures et pratiques organisées par des règles institutionnalisées. Le régime peut être considéré comme conventionnel dans le sens où les comportements des individus suivent ces règles qui reposent sur des valeurs communes partagées et internalisées (Buclet et Lazarevic, 2015). Le pouvoir des innovations de niche à transformer des régimes augmente avec l'importance de changements externes qui déstabilisent les régimes (par ex. : la crise climatique) (Geels, 2002). Les innovations sociales sont alors considérées comme transformatives lorsqu'elles entraînent des changements fondamentaux de normes, de valeurs et de pratiques au sein du régime conventionnel dominant (Avelino *et al.*, 2014 ; Loorbach *et al.*, 2017).

- 9 Ce cadre conceptuel heuristique que livre la perspective multi-niveaux aux dynamiques de transition constitue la base de notre approche ici : nous considérons les initiatives citoyennes alternatives comme étant des innovations d'ordre social et nous postulons ici qu'elles peuvent être motrices de dynamiques de transition (Avelino *et al.*, 2014). Nous nous intéressons particulièrement aux dynamiques qui émergent à partir de ces innovations sociales porteuses de valeurs et pratiques innovantes et soutenables au sein des territoires. Des études récentes se sont attelées à mesurer la multiplication, la réplication et l'agrandissement de telles initiatives (Howaldt, 2017 ; Perlick, 2021), ou encore l'évolution du nombre de nouvelles configurations institutionnelles liées à l'ambition de faire avancer la transition au sein des territoires (Strambach et Pflitsch, 2020). Toutefois, bien qu'importante pour comprendre les transformations en cours, l'approche quantitative ne peut renseigner que de manière insuffisante sur la nature des dynamiques en cours et sur les modalités par lesquelles passe le déploiement de nouvelles valeurs et pratiques à partir de niches isolées. Nous proposons ici une étude qualitative des interactions et liens tissés entre les acteurs de projets situés pour éclairer ces dynamiques à pouvoir potentiellement transformatif.

2. Méthodologie

- 10 Nos explorations des réseaux susceptibles d'avoir un impact sur les trajectoires territoriales se basent sur les résultats d'enquêtes de terrain menées en moyenne montagne dans le cadre de différents programmes de recherche. Le premier est le programme *Med Inn Local* (Innovations autour de la valorisation des spécificités locales dans les arrière-pays méditerranéens), financé par l'ANR et coordonné par l'IRD (2014-2019). Le second est le projet Sagacité qui s'inscrit dans les programmes PSDR portés par l'Inra, traitant de l'intelligence collective dans l'élaboration et la mise en œuvre de démarches de changement et d'innovation par des acteurs inscrits dans leurs territoires. Le troisième est le projet *TransforMont*⁶ du LabEx « Innovation et transitions en territoires de montagne » (ITTEM) (2019-2023). Ce projet vise à recenser et caractériser les innovations sociales transformatives⁷ en territoires de montagne et à évaluer leurs capacités transformatives au sein des territoires de leur inscription. Il a permis de créer une plateforme numérique⁸ qui recense aujourd'hui plus de 300 initiatives citoyennes en région Auvergne-Rhône-Alpes et sert d'outil de capitalisation du savoir sur les initiatives citoyennes s'inscrivant dans la transition en montagne.
- 11 Les terrains d'étude investis dans le cadre de ces programmes sont donc des territoires de montagne des Alpes du Nord et du Massif central : les Bauges, le Trièves, le Diois, le

Royans, le Val de Suse, la Drôme, l'Ardèche méridionale et la montagne limousine, pour ne citer que les principaux. Nos recueils d'informations s'appuient sur des périodes d'immersion de chercheurs et de stagiaires durant plusieurs semaines sur chacun des terrains. Elles ont été l'occasion de rencontres avec les porteurs d'initiatives citoyennes, mais aussi d'enquêtes et d'analyses de dynamiques spécifiques à chacun des territoires. Notre méthodologie combine des entretiens qualitatifs semi-directifs⁹ et des ateliers thématiques collaboratifs¹⁰. Différentes thématiques ont été abordées à ce jour, tels que le parcours et les motivations des initiateurs, les valeurs et principes sur lesquels se fondent les initiatives, les modalités de l'expérimentation (Koop et Senil, 2016 ; Koop, 2020 ; Lamy, 2016 ; Perros, 2015), la transmission et la circulation des savoirs dans les réseaux (Lopez Mérino, 2015 ; Lucas, 2014), les conditions et formes de dissémination des valeurs et pratiques alternatives au sein des territoires (Grison et Landel, 2019 ; Hakimi-Pradels, 2021 ; Landel *et al.*, 2018 ; Koop *et al.*, 2019) et les relations avec les collectivités territoriales (Caussanel, 2017).

- 12 Cet article repose sur la capitalisation de ces travaux de recherche. Bien que notre équipe n'eût pas abordé de front la question du tissage de liens entre les porteurs d'initiatives à ce jour, notre base de données du site *TransforMont* ainsi que le matériau empirique collecté nous ont permis une première appréciation du phénomène de mise en réseaux de ces niches d'innovations sociales transformatives. Ce sont notamment les formes d'émergence et les fonctions des réseaux que nous décrivons ici, car elles permettent de qualifier une étape intermédiaire entre l'émergence de niches d'innovation – les initiatives citoyennes alternatives, en l'occurrence – et la transformation des régimes conventionnels au sein des territoires concernés.

3. La mise en réseaux territorialisés des initiatives citoyennes alternatives : essai de modélisation

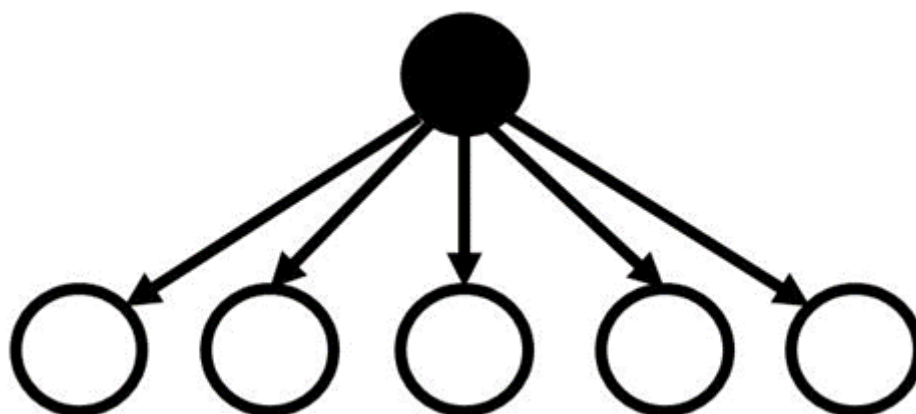
- 13 Le territoire est un système complexe qu'une initiative citoyenne isolée ne saurait avoir la capacité, seule, de transformer. L'importance, pour le développement territorial, des dynamiques de mobilisation par la proximité a déjà été démontrée (Torre, 2018). En effet, des liens se tissent entre porteurs de projets au sein des territoires, qui conduisent à différentes formes de réseaux territorialisés d'initiatives, réseaux qui pourraient être en mesure d'avoir un impact sur la dynamique de transition du territoire. Il s'agit, dès lors, de considérer, non pas des initiatives isolées, mais des « systèmes d'innovation territorialisée » (Glon et Pecqueur, 2020), au sein desquels différentes formes de relations entre acteurs sont à identifier. Nos enquêtes ont permis de repérer quatre formes d'émergence permettant de les décrire et d'en comprendre les processus.

3.1. La filiation : l'initiative pionnière et la force de l'exemple

- 14 Rares sont les porteurs de projets qui, proposant une initiative citoyenne alternative nouvelle dans les Monts d'Ardèche, ne se seraient pas renseignés, soit sur les actions locales de Pierre Rabhi, soit sur celles des époux Barras, instigateurs des chantiers du Viel Audon et de la Scop Ardelaine (Barras, 2008). Ces personnalités ont représenté, chacune à leur manière, un idéal qui a inspiré nombre de projets de vie. Si cet idéal s'est très largement exporté, à travers le mouvement des Oasis en Tous Lieux pour le

premier, le Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (Repas) pour les seconds, l'écosystème ardéchois des initiatives alternatives est constellé de références plus ou moins explicites à ces acteurs désormais historiques.

Figure 1. Réseau constitué par filiation



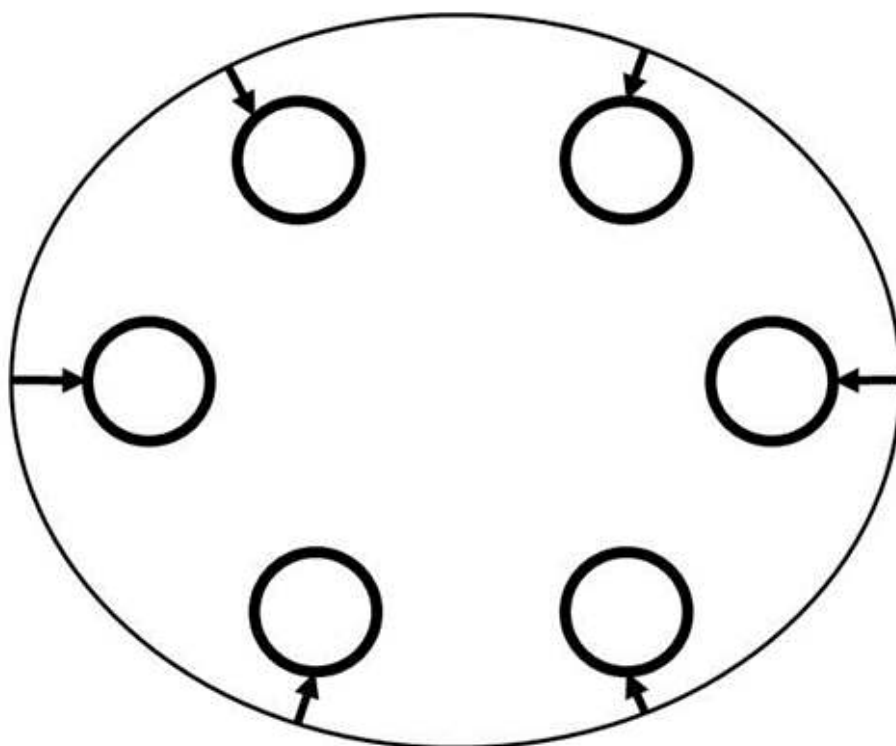
Source : Les auteurs

- 15 D'une certaine manière, on pourrait dire que ce type de réseau se constitue par filiation dans deux sens possibles :
- 16 Dans ce modèle de mise en réseaux, c'est d'abord l'acteur historique qui joue le rôle de « pivot » et fait le lien entre territoire, réseaux de la transition, filière(s). Le lien avec les institutions et autres acteurs du territoire dépend en partie de l'insertion de l'initiative pionnière, elle-même dans la dynamique locale. Si ce lien est faible ou conflictuel, le réseau formé par filiation peut rester relativement étranger aux principes de territorialisation, et renvoyer aux notions d'archipel ou d'oasis employées par certains auteurs (Landel *et al.*, 2018 ; Truong, 2020).

3.2. La fédération : émergence d'un acteur fédérateur

- 17 Dans ce cas, après l'éclosion de multiples initiatives en lien avec la transition sur le territoire, une structure fédérative est créée pour les rassembler et les valoriser. L'exemple de la Biovallée dans la Drôme est caractéristique de ce processus : un acteur institutionnel (la communauté de communes) a initié le principe du regroupement des initiatives alternatives existantes dans une association.

Figure 2. Réseau constitué par fédération



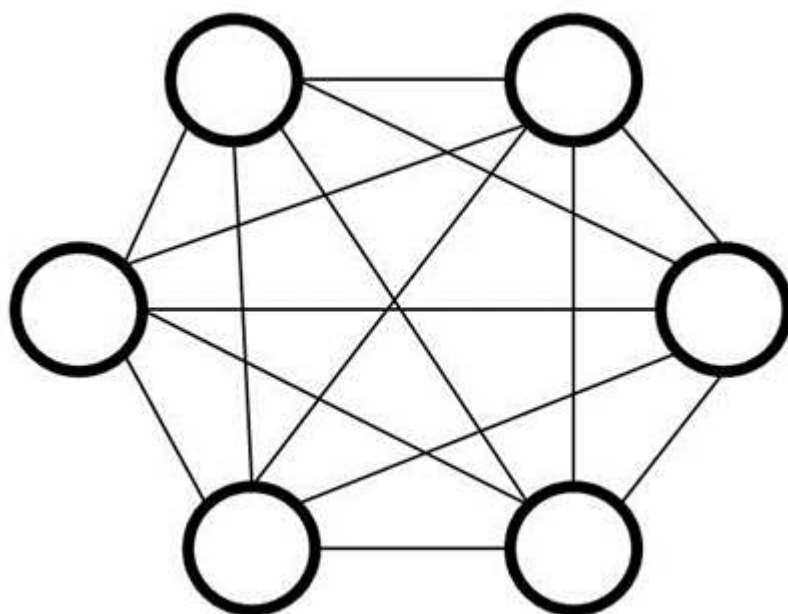
Source : Les auteurs

- 18 Il y a dans cette démarche une volonté de certains acteurs de donner une reconnaissance au réseau. La structure qui porte la fédération devient un outil de médiation entre les tenants de différentes postures, notamment porteurs de projets et collectivités.

3.3. L'association

- 19 Proche du principe de la fédération, le processus d'association relève aussi d'une mise en réseaux *a posteriori* des porteurs d'initiatives citoyennes. Mais celle-ci se fait de manière moins visible, sous l'égide d'acteurs qui décident de se réunir et de défendre des intérêts en commun, avec ou sans création d'une structure fédérative formelle. Le mouvement « Trièves en transition » est une bonne illustration de cette forme d'aboutissement. Dans ce cas, l'interface avec l'institution territoriale est plus discrète ou plus parcellaire, mais davantage répartie entre les acteurs. Concernant le Trièves, on voit bien le rôle joué par l'évènementiel dans la dynamique d'association : c'est en grande partie le développement de la fête de la transition qui a entraîné le rassemblement des acteurs et leur identification à un même réseau territorialisé.

Figure 3. Réseau constitué par association



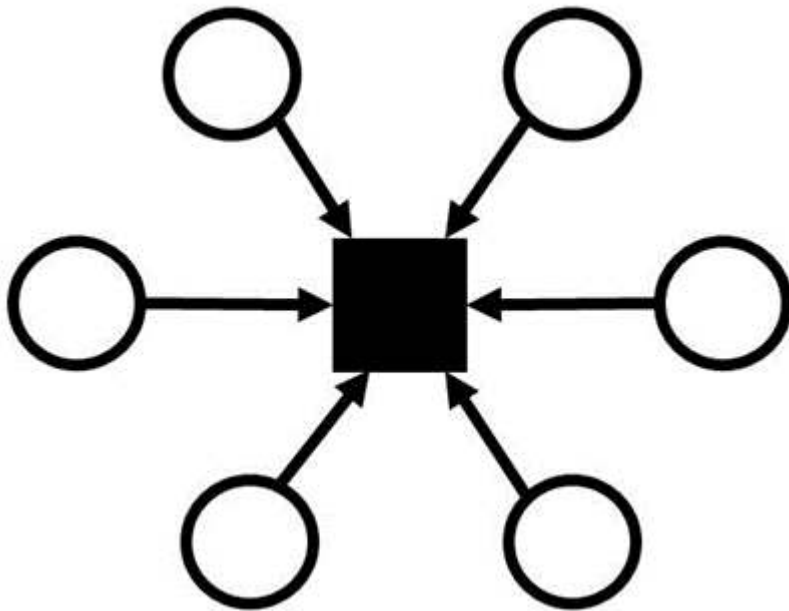
Source : Les auteurs

- 20 Dans le cadre de cette configuration de réseau, un acteur leader peut souvent être distingué, mais de manière moins prononcée que dans la forme précédente. Il peut s'agir d'une structure porteuse d'initiative(s) (Terre vivante dans le Trièves), ou d'un groupe d'individus à la croisée de plusieurs initiatives (EtMaintenant dans les Bauges).

3.4. La polarisation : le rôle central du lieu

- 21 Dans certains territoires comme le Royans, la mise en réseaux des initiatives citoyennes alternatives s'est faite à partir d'un lieu, pour la valorisation duquel un groupe d'acteurs s'est retrouvé. Ils ont impulsé ensemble une dynamique transformative. C'est le lieu – en l'occurrence, une friche industrielle – qui a permis l'intermédiation et d'impulser une mise en mouvement du territoire dans le sens de la transition. Appelé « Place des possibles », ce lieu est identifié au sein du territoire comme le cœur de la dynamique des initiatives citoyennes du Royans. C'est dans ce lieu qu'intervient la médiation entre porteurs d'initiatives et collectivités territoriales, et c'est bien le lieu, avant la figure des acteurs participants, qui constitue un facteur de développement et d'agrégation des initiatives. Il devient en quelque sorte un symbole de l'alternative locale. Cette figure de polarisation se rapproche d'un concept déjà proposé d'« interstice territorial innovant et solidaire – ITIS » (Glon et Pecqueur, 2020), dans lequel le rapport au lieu joue un rôle central.

Figure 4. Réseau constitué par polarisation



Source : Les auteurs

3.5. Des formes intermédiaires

- 22 Les systèmes territoriaux d'innovations sociales transformatives connaissent en réalité des processus longs au cours desquels peuvent s'imbriquer plusieurs des formes d'émergence que nous venons de présenter. Ainsi, les Bauges pourraient correspondre à un processus intermédiaire entre la filiation et l'association : si on peut clairement identifier une innovation sociale antérieure aux autres et dont les responsables de plusieurs autres initiatives sont issus (la Scop Oxalys), le réseau local a pris forme à travers le collectif Bauges en transition dans les années 2010. L'évènement Villages en transition, en 2018, a constitué un fait marquant et fédérateur de la dynamique locale. C'est suite à cet évènement que l'association EtMaintenant a vu le jour, pour coordonner les initiatives alternatives du territoire. Dans les Monts d'Ardèche, certains lieux (Saint-Pierreville autour d'Ardelaine, le hameau du Viel Audon par exemple) prennent une place très importante dans la fixation de nouveaux projets, mais conservent un lien historique entre eux, assimilable à une forme de filiation.
- 23 En somme, ces quatre formes d'émergence reposent sur le croisement de deux paramètres déterminants. Le premier tient dans les temporalités entre l'apparition du réseau et la multiplication des initiatives. En cas de synchronie, d'une certaine manière, le réseau existe dès l'apparition de la deuxième initiative. Dans le cas contraire, il est identifié a posteriori. Le second paramètre est la présence ou non d'un acteur fédérateur identifié : certains réseaux fonctionnent avec une hiérarchie observable entre des leaders et des suiveurs, ou entre des fondateurs et des sympathisants. Pour d'autres, une telle hiérarchie n'est pas aussi évidente, et les porteurs de projets collaborent entre eux sans que l'un d'eux puisse revendiquer un leadership ou une paternité évidente sur les autres. Cet acteur fédérateur du réseau peut appartenir au réseau ou y être extérieur, par exemple dans le cas où une collectivité territoriale

organise la mise en relation des acteurs à travers une charte ou la création d'une structure.

Tableau 1. Quatre formes d'émergence des réseaux : une grille de lecture à partir de deux paramètres clés

	Réseau structuré au fil de l'eau	Réseau identifié <i>a posteriori</i>
Avec acteur fédérateur	Filiation	Fédération
Sans acteur fédérateur	Polarisation	Association

Source : Les auteurs

- 24 Enfin, il est difficile d'affirmer, au stade où nous en sommes dans nos investigations, quelle est la forme dominante dans l'émergence des réseaux d'initiatives citoyennes. Les quatre possibilités identifiées ont été observées, et se combinent souvent, notamment en fonction de l'échelle d'observation. Un prolongement de nos recherches pourra être d'en établir une cartographie plus précise et exhaustive.
- 25 Ces différentes formes d'émergence de réseau sont des expressions du tissage de liens entre les innovations sociales de niche au sein des territoires concernés. Ces liens sont non seulement de l'ordre de la proximité, mais aussi d'ordre organisationnel et, suivant le modèle du milieu innovateur (Aydalot, 1986), l'on peut supposer qu'ils servent à consolider ces initiatives et à favoriser leur dissémination dans le régime conventionnel. Afin d'apporter des éléments de réponse à cette question, nous nous penchons, dans le prochain chapitre, sur les fonctions de ces réseaux que nous avons pu observer sur nos terrains.

4. De l'intérêt des réseaux pour les initiatives sociales alternatives : quelles fonctions ?

- 26 Nous proposons ici trois fonctions majeures. Tout d'abord, la fonction de la circulation et l'échange de savoirs et de moyens, qui accroît le pouvoir d'agir des porteurs de projets. Ensuite, la fonction de la consolidation, qui permet aux projets de gagner en stabilité et en légitimité. Enfin, celle de la dissémination, qui conduit les initiatives à se développer, gagner de nouveaux membres et/ou essaimer dans d'autres territoires.

4.1. Fonctionner en réseau pour accroître la circulation de savoirs et de moyens

- 27 La nature de ce qui circule au sein de ces réseaux est difficile à déterminer, car il s'agit surtout d'éléments immatériels. Mais il y a aussi une volonté de discrétion de la part de certains acteurs des initiatives alternatives pour se protéger d'ingérences de l'extérieur. Pour tenter de saisir ce qui s'échange à l'intérieur de ces réseaux, nous avons identifié leurs hauts lieux et événements clés. Dans certains cas, il s'agit de lieux fixes, par exemple les presidio dans le Val de Suse, petites constructions ou habitats mobiles qui sont devenues permanentes au fur et à mesure de la lutte du mouvement NO TAV contre la construction de la nouvelle ligne à grande vitesse Lyon-Turin. Il en existe une douzaine répartis entre Chiomonte et San Antonio. Les faire vivre par des

événements revient à prouver l'existence continue du mouvement : rendez-vous quotidiens pour les retraités, repas ouverts le soir, conférences, études de projets, chants, ciné débat, réunions. Dans d'autres cas, il s'agit d'événements ponctuels comme des réunions d'assemblée générale d'association, de Scic ou de Scop, de fêtes ouvertes à tous (par exemple la fête annuelle « Quelle foire » dans le Trièves ou la Fête de la Montagne limousine dans le Massif central), ou encore de moments de rassemblements à caractère politique (manifestations, rassemblement de soutien, etc.). Ces hauts lieux ou événements sont fréquemment associés à une « tête de réseau », un organisme central qui représente un nœud de réseau. Celui-ci se caractérise généralement par le fait qu'il possède une ingénierie solide qui consiste en des moyens financiers et humains destinés à favoriser la coopération entre les acteurs impliqués, à centraliser et diffuser de l'information ou bien encore à l'organisation des événements clés du réseau, notamment des fêtes et rencontres. Pour donner un exemple, dans le Royans, c'est l'association Les Tracols qui est clairement le moteur principal de « La place des possibles ». Ses capacités d'impulsion et de centralisation sont très importantes.

- 28 Ces moments d'observation ont confirmé que ce qui circule à l'intérieur des réseaux est parfois d'ordre matériel, mais le plus souvent immatériel. Ce qui s'échange, se partage, ce sont des ressources de différents types : des savoirs mais aussi des moyens (financiers et humains surtout). Par savoir, nous entendons aussi bien des savoir-faire techniques et organisationnels que des savoir-être. Les savoir-faire techniques sont surtout des connaissances administratives, légales ou économiques. Les savoir-faire organisationnels concernent la gouvernance interne aux projets. Ils correspondent le plus souvent soit à des méthodes d'organisation non hiérarchiques et autogestionnaires au sein des structures, soit à des méthodes de résolution des conflits qui peuvent découler de ces manières de faire. Les savoir-être correspondent à des manières de se positionner, à la fois par rapport à soi-même, aux autres personnes à l'éthos alternatif, mais aussi aux personnes n'ayant pas cet éthos.
- 29 Les moyens, quant à eux, sont tantôt des capitaux, tantôt des objets, des services ou des moyens humains. Souvent, les objets ne sont pas prêtés pour un temps court, mais mutualisés à long terme entre plusieurs initiatives alternatives. Concernant la circulation de moyens, La Carline¹¹ offre un bon exemple. Scic installée à Die depuis 30 ans, cette épicerie coopérative obtient un chiffre d'affaires de 2,7 millions d'euros par an, et 35 % de ses bénéfices servent à soutenir des associations et des entreprises locales engagées dans la transition (d'autres épiceries associatives, une coopérative de production d'énergie renouvelable, un centre d'accueil, etc.). Elle est membre du Groupement régional de l'alimentation de proximité (Grap) et a participé avec d'autres structures à la création de la Scic La Cépée qui appuie l'installation de producteurs bio en maraîchage, afin de répondre à la demande en approvisionnement de légumes des magasins. Ainsi, ce sont des réseaux où la circulation des savoirs comme des moyens est très importante. Dans le Sud Ardèche (Caussanel, 2017), on trouve aussi des exemples de circulation de moyens entre plusieurs initiatives. Ainsi, L'Atelière, une recyclerie textile solidaire, pose régulièrement des containers de récupération textile chez Recycl'Art, une association pratiquant le recyclage et la création artistique. Le garage solidaire AutopiA prend en stage des travailleurs de L'Atelière ou, en échange de quelques meubles chez Recycl'Art, offre les réparations mécaniques à celui-ci.
- 30 La fonction de circulation de savoirs et de moyens est donc importante pour ces réseaux alternatifs. Ces savoirs et moyens divers répondant aux besoins et buts

spécifiques des acteurs peuvent être considérés comme des ressources qui sont partagées et mutualisées. Cette fonction semble donc essentielle pour le pouvoir d'agir des acteurs impliqués. Néanmoins, le fonctionnement en réseau n'a pas pour seul intérêt l'échange et l'entraide. Il a aussi des effets de recrutement et d'essaimage.

4.2. Passer par les réseaux pour s'agrandir et essayer

- 31 Un autre effet de la mise en réseaux est de permettre l'engagement de nouvelles personnes dans les initiatives existantes ou l'émergence de nouvelles structures. En effet, les échanges de conseils, de méthodes, d'argent à l'intérieur des réseaux ainsi que la force que donne l'appartenance à un groupe pour défendre des intérêts communs sont souvent des ressources précieuses pour les personnes qui souhaitent lancer un nouveau projet, mais qui n'osent pas ou ne savent pas comment procéder. Le Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (Repas) est exemplaire de cette fonction. Il a édité plusieurs ouvrages de témoignages sur des entreprises relevant des valeurs de l'économie sociale et solidaire. Lors de nos enquêtes de terrain, nous nous sommes rendu compte que beaucoup de porteurs de projets avaient lu des ouvrages du réseau Repas avant de se lancer. En outre, jusqu'en 2021, il a été le support d'un réseau de compagnonnage, regroupant plusieurs entreprises de l'économie sociale et solidaire qui ont développé l'accueil de jeunes en formation. Le compagnonnage permettait aux personnes intéressées de travailler quelques mois dans plusieurs structures alternatives du réseau afin d'acquérir des savoirs, des savoir-faire, mais aussi du savoir être ensemble. Pour beaucoup d'entre eux, cela a été décisif dans leur choix de lancer leur propre projet ou d'aller postuler pour une initiative alternative.
- 32 Ainsi, les réseaux étudiés renvoient à un « monde alternatif » fondé sur des valeurs et des principes différents de ceux des systèmes territoriaux conventionnels¹². À l'intérieur de ces réseaux, la circulation de savoir-faire et de savoir-être spécifiques est de mise, tout comme la circulation de moyens. Ces savoirs et ces moyens sont autant de ressources qui permettent aux initiatives constitutives des réseaux d'améliorer leur viabilité, de perdurer mais aussi d'approfondir leurs aspects innovants et d'attirer de nouvelles personnes. Toutefois, les réseaux, dans la sphère des initiatives alternatives, ne se résument pas à ces fonctions. Pour les initiatives alternatives, ils constituent aussi un bon moyen pour gagner en légitimité et mieux défendre leurs intérêts.

4.3. Consolider les réseaux pour gagner en légitimité et mieux défendre ses intérêts

- 33 Loin d'envisager de fonctionner en parallèle des systèmes établis, maints porteurs de projets alternatifs et de leurs réseaux s'engagent explicitement dans la transition de leurs territoires. Mais du fait de leur caractère expérimental et innovant, ces projets fonctionnent souvent selon des règles non formalisées, et parfois, certaines pratiques ne sont pas conformes aux lois et réglementations en vigueur. Nos études ont révélé que, de ce fait, ces projets peuvent faire face à un manque de légitimité et de reconnaissance de la part des collectivités territoriales. De nombreux interlocuteurs nous ont rapporté que l'objet de leurs projets est souvent mal compris, qu'ils ont des problèmes de communication, et certains regrettent de ne pas maîtriser suffisamment le langage et les codes appropriés afin de se faire entendre auprès des institutions

(Caussanel, 2017). Nos observations ont montré que la mise en réseaux des porteurs de projets donne aussi lieu à un certain degré de formalisation qui a pour effet de consolider le réseau et de lui donnant cohérence et légitimité – et ainsi plus de pouvoir dans le jeu d'acteurs territoriaux pour faire valoir et disséminer des pratiques et valeurs alternatives.

- 34 Le syndicat des SIMPLES (Syndicat inter-massif pour la production et l'économie des simples) est un bon exemple pour expliquer ce processus. Il fédère depuis 1982 une centaine de cueilleurs et transformateurs de plantes médicinales. Avant la création du réseau, chaque cueilleur avait ses propres règles et pratiques. Le réseau leur a permis de mettre en œuvre un cahier des charges commun qui s'applique aujourd'hui à l'ensemble de la profession, et repose sur des valeurs de préservation de l'environnement, de préservation de la ressource, de qualité de la production et de protection des consommateurs. Le réseau a eu un rôle de consolidation de cette profession qui apparaît maintenant comme plus cohérente et soudée. En outre, les membres promeuvent depuis quelque temps la création d'un statut de paysan-herboriste, qui leur permettrait d'exercer leur activité dans un domaine où les pharmaciens disposent d'un monopole d'intervention. Le fait d'être un réseau bien constitué, avec un cahier des charges clair et commun, leur donne la légitimité pour faire valoir leurs intérêts face aux représentants de l'industrie pharmaceutique et des institutions étatiques.
- 35 Dans un autre registre, le réseau Terres de liens promeut un modèle d'exploitation agricole reposant sur des petites exploitations, l'agriculture biologique et les circuits courts de distribution alimentaire. L'organisation du réseau repose sur une association nationale et 19 associations régionales, décomposées en groupes locaux, intervenant souvent au niveau du département. À cette échelle locale, les membres de l'association assurent le rapprochement entre les cédants de terre et les candidats à l'installation, au travers d'un accompagnement tout au long du processus. De plus, leur présence au sein des Commissions départementales d'évaluation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), leur permet de discuter des normes en matière d'installation et de porter des modèles agricoles et fonciers alternatifs. Au niveau régional, leur présence légitime permet d'asseoir leurs actions militantes, nécessaires à la collecte de fonds auprès des particuliers, mais aussi de développer des relations de complémentarité avec des organisations structurées au niveau régional telles que les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer). Enfin, au niveau national s'opère la représentation auprès du ministère de l'Agriculture et de l'Union européenne, la coopération avec d'autres réseaux de promotion d'une agriculture paysanne, mais aussi d'opérateurs bancaires nationaux.
- 36 Ces exemples montrent que la mise en réseaux de l'ensemble des projets à différentes échelles a la capacité de démonstration et de légitimation de normes et pratiques alternatives, et qu'elle permet ainsi d'augmenter le pouvoir dans le jeu d'acteurs.

Conclusion

- 37 L'ambition de cet article à caractère exploratoire est de faire découvrir une grille de lecture des dynamiques de réseaux territorialisés créés par les acteurs des initiatives citoyennes de transition soutenable – grille de lecture qui apporte des éléments de

réponse à la question : comment s'opère le passage d'innovations sociales de niches situées à une dissémination plus large au sein des territoires ?

- 38 Au terme de cet article, nous aboutissons à l'évidence que ces réseaux « alternatifs », sous certaines conditions, peuvent parvenir à consolider et diffuser plus largement de nouvelles normes et pratiques qui peuvent être considérées comme plus soutenables que celles conventionnelles. Ces conditions concernent tant les processus et formes d'émergence de ces réseaux que leurs fonctions. Nous avons donc décrit différents processus de mise en réseaux des porteurs de projets s'inscrivant dans la transition écologique et sociale, faisant émerger diverses formes de réseaux. Les formes discernées renseignent avant tout sur les moteurs du tissage de liens : dans certains territoires, le réseau est impulsé par une initiative leader (par filiation ou fédération), dans d'autres non (par association). Dans d'autres territoires encore, la concentration spatiale d'initiatives dans un lieu spécifiquement dédié donne des impulsions (polarisation spatiale).
- 39 Nous avons également exploré leurs fonctions, c'est-à-dire le rôle que jouent les réseaux pour les initiatives alternatives, ce à quoi ils leur servent. L'accent a alors été d'abord mis sur le fait que les réseaux permettent de faire circuler des savoirs et des moyens, puis sur leurs fonctions de dissémination et de consolidation. Ces trois fonctions contribuent chacune à sa manière à la capacitation des porteurs de projets. D'une part, elles facilitent l'accès aux ressources matérielles et immatérielles nécessaires à la stabilisation et la dissémination des expériences. D'autre part, elles favorisent la formalisation de règles souvent tacites et informelles. Cette formalisation constitue la base pour la reconnaissance de la part d'autres acteurs et en fait des acteurs légitimes dans les jeux d'acteurs à l'échelle des territoires et au-delà.
- 40 La grille de lecture que nous avons proposée a pour vocation de contribuer à une meilleure compréhension de la capacité transformative d'initiatives citoyennes alternatives pour les territoires. Elle peut constituer un outil de compréhension des dynamiques territoriales en cours. Elle peut notamment servir de base à d'autres recherches relatives à la médiation entre territoires et initiatives alternatives, en particulier à partir des « nœuds » d'acteurs qui structurent les réseaux. Enfin, elle peut ouvrir la voie à une prise de conscience des conditions qui permettraient une meilleure efficacité des initiatives alternatives dans la transition des territoires.

BIBLIOGRAPHIE

Avelino F., Wittmayer J.-M., Haxeltine A., Kemp R., O'Riordan T., Weaver P., Rotmans, J., 2014, « Game Changers and Transformative Social Innovation. The Case of the Economic Crisis and the New Economy », *Transit working paper*, Transit : EU SSH.2013.3.2-1.

Aydalot P., 1986, « L'aptitude des milieux locaux à promouvoir l'innovation », in Federwisch J., Zoller H. G. (éds), *Technologie nouvelle et ruptures régionales*, Paris, Economica.

Barbe F., 2016, « La “zone à défendre” de Notre-Dame-des-Landes ou l’habiter comme politique », *Noréis*, vol. 1-2, n° 238-239, p. 109-130, <https://doi.org/10.4000/norois.5898>.

Barras B., 2008, *Chantiers sans frontières*, Valence, Éditions REPAS.

Bouba-Olga O., Grossetti M., 2018, « La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s’en désintoxiquer », *Working Papers*.

Buclet N., Lazarevic D., 2015, « For sustainability : the need to shift to a sustainable conventional regime », *Environment, Development and sustainability : a multidisciplinary approach to the theory and practice of sustainable development*, Springer, vol. 17, n° 1, p. 83-100.

Bui S., 2015, *Pour une approche territoriale des transitions écologiques. Analyse de la transition vers l’agroécologie dans la Biovallée (1970-2015)*, thèse de doctorat en sciences sociales, AgroParisTech.

Caussanel J., 2017, *Processus de territorialisation de l’innovation sociale. Analyse et caractérisation des relations entre collectivités territoriales et acteurs de l’innovation sociale*, mémoire de master, université Grenoble Alpes.

Chatterton P., Pusey A., 2020, « Beyond capitalist enclosure, commodification and alienation : Postcapitalist praxis as commons, social production and useful doing », *Progress in Human Geography*, vol. 44, n° 1, p. 27-48.

Chatterton P., 2013, « Towards an agenda for post-carbon cities : Lessons from LILAC, the UK’s first ecological, affordable, cohousing community », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n° 5, p. 1654-1674.

Chatterton P., Pickerill J., 2010, « Everyday activism and transitions towards post-capitalist worlds : Everyday activism and transitions towards post-capitalist worlds », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 35, p. 475-490.

Demaria F., Kallis G., Bakker K., 2019, « Geographies of degrowth : Nowtopias, resurgences and the decolonization of imaginaries and places », *Environment and Planning E : Nature and Space*, vol. 2, n° 3, p. 431-450.

Dubertrand B., 2018, « Au fond de la montagne... l’utopie : expériences alternatives contemporaines dans la moyenne montagne ariégeoise », in Fourny M.-C. (éd.) *Montagnes en mouvements. Dynamiques territoriales et innovation sociale*, Grenoble, PUG et UGA.

Geels F. W., 2002, « Technological transitions as evolutionary reconfiguration processes: a multi level perspective and a case-study », *Research Policy*, vol. 31, n° 8-9, p. 1257-1274.

Geels F. W., 2011, « The multi-level perspective on sustainability transitions: Responses to seven criticisms », *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 1, n° 1, p. 24-40.

Gervais M., 2015 « Le rural, espace d’émergence d’un paradigme militant décolonial », *Mouvements*, vol. 84, n° 4, p. 73-81.

Glon É., Pecqueur B., 2020, « Sous le soleil de Loubeyrat. Quelles combinaisons entre innovation sociale et territoire ? », *Géographie, Économie, Société*, n° 22, p. 113-132.

Grison J. B., Landel P. A., 2019, « La filière laine à l’heure de l’innovation sociale. Quelles transformations dans le Massif central (France) ? », *Revue de géographie alpine*, vol. 107, n° 2, <https://doi.org/10.4000/rga.5957>.

Gudynas E., 2011, « Buen Vivir: today’s tomorrow », *Development*, vol. 54, n° 4, p. 441-447.

- Hakimi-Pradels N., 2021, « La fabrique des hauts lieux des alternatives sociales et écologiques dans les marges rurales françaises : le cas de la montagne limousine », *Belgeo*, n° 2, <https://doi.org/10.4000/belgeo.48884>.
- Harvey D., 2000, *Spaces of hope*, Berkeley, University of California Press.
- Howaldt J., 2017, *Social innovation - Research and Policy of the Future. Results from the SI-DRIVE Project*, présentation finale du programme SI-DRIVE, Bruxelles.
- Ince A., Hall S. M., 2017, *Sharing economies in times of crisis : Practices, politics and possibilities*, Londres, Routledge.
- Jeffrey C., Dyson J., 2020, « Geographies of the future : Prefigurative politics », *Progress in Human Geography*, vol. 45, n° 4, <https://doi.org/10.1177/0309132520926569>.
- Klein J. L. Harrison D., 2007, *L'innovation sociale. Émergence et effets sur la transformation des sociétés*, Québec, Presses de l'université du Québec.
- Koop K., 2021, *Changer le monde, changer de mondes. Pour une géographie des transformations sociétales par le bas*, habilitation à diriger la recherche, volume inédit, université Grenoble Alpes.
- Koop K., 2020, Escaping from capitalism. The enactment of alternative lifeworlds in France's mountain regions, in Hall S. M., Pimlott-Wilson J., Horton J. (éds.), *Austerity Across Europe. Lived Experiences of Economic Crises*, Londres, Routledge, p. 125-140.
- Koop K., Landel P.-A., Fourny M.-C., 2019, « L'étude des capacités transformatives des innovations sociales à travers leurs formes de dissémination », in Klein J.-L., Boucher J.-L., Camus A., Champagne C., Noiseux Y. (éds.), *Trajectoires d'innovation. Des émergences à la reconnaissance*, Québec, Presses de l'université du Québec, p. 81-89.
- Koop K., Senil N., 2016, « Innovation sociale, improvisation et développement territorial : l'expérience ardéchoise », in Klein J.-L., Pecqueur B., Koop K., Soussi S. A. (éd.), *L'innovation socio-territoriale à l'épreuve du global : un défi pour les acteurs*, Québec, Presses de l'université du Québec, p. 155-167.
- Lamy E., 2016, *Les innovations sociales dans le Trièves*, rapport de stage de master 2, Labex ITEM, projet Telimep.
- Landel P.-A., Koop K., Senil N., 2018, « Quand l'innovation sociale change la dynamique des territoires de montagne » in Fourny M.-C. (éd.) *Montagnes en mouvements. Dynamiques territoriales et innovation sociale*, Grenoble PUG et UGA.
- Lloveras J., Marshall A. P., Warnaby G., Kalandides A., 2021, « Mobilising Sense of Place for Degrowth ? Lessons From Lancashire's Anti-fracking Activism », *Ecological Economics*, vol. 183, n° article 106754.
- Loorbach D., Frantzekaki N., Avelino F., 2017, « Sustainability Transitions Research : Transforming Science and Practice for Societal Change », *Annual Review of Environment and Resources*, vol. 42, n° 1, p. 599-626.
- Lopez Merino P., 2015, *Agroecology - A potential for social transformation ? A discussion based on a field study in the Ardèche department*, mémoire de master 2, université Grenoble Alpes
- Lucas F., 2014, « Innovation et développement territorial alternatif dans la Drôme », *rapport de stage*, LabEx ITEM, université Grenoble Alpes.
- Moulaert F., MacCallum D., Mehmood A., Hamdouch A. (éds.), *The International Handbook of Social Innovation. Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham/Northampton, Edward Elgar.

- Nicolosi E., 2020, « Counterspaces against the odds ? The production and emancipatory potential of alternative spaces », *Geoforum*, vol. 108, p. 59-69.
- Perlik M., 2021, « Impacts of Social Innovation on Spatiality in Mountain-Lowland Relationships – Trajectories of Two Swiss Regional Initiatives in the Context of New Policy Regimes », *Sustainability*, vol. 13, n° 7.
- Perros R., 2015, « Identification et analyse des processus d'innovation sociale, en parallèle de la lutte No TAV (LGV Lyon-Turin) dans la vallée de Suse, Italie », in P.-A. Landel (dir), *rapport de recherche*, Labex ITEM, projet TéliMep.
- Pickerill J., Chatterton P., 2006, « Notes towards autonomous geographies: creation, resistance and self-management as survival tactics », *Progress in Human Geography*, vol. 30, n° 6, p. 730-746.
- Pickerill J., Maxey L., 2009, « Geographies of Sustainability: Low Impact Developments and Radical Spaces of Innovation », *Geography Compass*, vol. 3, n° 4, p. 1515-1539.
- Ripoll F., 2008, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, vol. 134, n° 3, p. 83-97, <https://doi.org/10.3917/esp.134.0083>.
- Schmid B., Smith T. S., 2021, « Social transformation and postcapitalist possibility : Emerging dialogues between practice theory and diverse economies », *Progress in Human Geography*.
- Seyfang G., Smith A., 2007, « Grassroots innovations for sustainable development : Towards a new research and policy agenda », *Environmental Politics*, vol. 16, n° 4, p. 584-603.
- Soubirou M., 2018, *L'engagement solidaire des entrepreneurs du peuple No TAV bas-valsusain : analyse pragmatique d'un processus d'innovation sociale soutenable*, thèse de doctorat Urbanisme – Mention aménagement, Université Grenoble Alpes.
- Strambach S., Pflitsch, G., 2020, « Transition topology : Capturing institutional dynamics in regional development paths to sustainability », *Research Policy*, vol. 49, n° 7, n° article 104006.
- Tommasi G., 2018, *Innovations sociales et mobilisations dans la montagne limousine, Les espaces ruraux en France*, Neuilly-sur-Seine, Atlande.
- Torre A., 2018, « Développement territorial et proximités », *RERU*, vol. 5, p. 1043-1075, <https://doi.org/10.3917/reru.185.1043>.
- Truong N., 2020, « La France des oasis » (série en 6 volets), *Le Monde*.

NOTES

1. En version originale : « *radical spaces of sustainable Innovation* » (Pickerill et Maxey, 2009).
2. En version originale : « *autonomous spaces* » (Pickerill et Chatterton, 2006).
3. En version originale : « *everyday activism* » (Chatterton et Pickerill, 2010).
4. Nous empruntons ici la notion de « transition soutenable » au champ d'études internationales des *Sustainability Transitions Studies*. Elle désigne des dynamiques de transformation profonde et radicale des systèmes sociétaux destinées à répondre aux grands défis contemporains (Loorbach *et al.* 2017).
5. Le Buen Vivir est un concept originaire des peuples *quechua* amérindiens. Il désigne la relation harmonieuse entre nature et humains et inspire actuellement des

intellectuelles et mouvements sociaux européens pour penser la transition soutenable (Gudynas, 2011).

6. <https://labexitem.fr/projets/transformont/>.

7. Le concept d'innovations sociales transformatives utilisé pour le projet *TransforMont* désigne l'émergence de valeurs et pratiques innovantes issues de la société civile et répondant au défi de la transition soutenable. Ces pratiques et valeurs sont en rupture avec celles des régimes conventionnels dominants, qu'elles ont le potentiel de transformer.

8. <http://collecti.cc/transformont/?PagePrincipale>.

9. Cent quatre-vingt-onze entretiens ont été réalisés à ce jour.

10. Quatre ateliers ont été réalisés à ce jour.

11. <http://www.lacarlone.coop/2020/02/11/une-antenne-grap-installee-a-la-carlone/>.

12. Les réseaux que nous avons observés montrent des différences de degrés dans leur rupture avec les systèmes territoriaux conventionnels au niveau de leurs valeurs et de leurs principes. Nous comptons exposer ce point dans des publications futures.

RÉSUMÉS

Les initiatives citoyennes visant des modes de vie soutenables se multiplient partout en Europe depuis le début du XXI^e siècle. La littérature souligne qu'elles sont porteuses de visions, valeurs et pratiques alternatives au modèle sociétal dominant. Néanmoins, la question, cruciale, de la capacité de ces expériences à transformer plus largement les territoires a encore peu été abordée à ce jour. Dans cet article, nous partons de l'hypothèse que la consolidation et la diffusion des valeurs et pratiques alternatives au sein des territoires passe par le tissage de liens entre porteurs de projets alternatifs et leur mise en réseaux. À partir des résultats de recherche sur des initiatives citoyennes en moyenne montagne des Alpes du Nord et du Massif central, nous mettons en lumière les formes et fonctions de tels réseaux territorialisés.

Citizens' initiatives for sustainable lifestyles have been multiplying all over Europe since the beginning of the 21st century. The literature emphasises that they bear visions, values and practices which slightly differ from the dominant societal model. Nevertheless, the crucial question of the capacity of such local initiatives to transform territories on a larger scale has not yet been addressed. In this article, we start with the hypothesis that the consolidation and dissemination of alternative values and practices within territories depends on the weaving of links between the actors of alternative projects and their networking. Based on the results of research on citizen initiatives in the Northern Alps and the Massif Central, this article highlights the forms and functions of such territorialized networks.

INDEX

Keywords : alternative initiative, networks, alternative knowhow, norms, territories, transition

Mots-clés : initiatives alternatives, réseaux, savoirs alternatifs, normes, territoires, transition

AUTEURS

NASSIMA HAKIMI PRADELS

Nassima Hakimi Pradels, géographe, est doctorante à l'UMR Pacte et PRAG à l'INSPE de Versailles (site de Cergy). Sa thèse en cours d'écriture porte sur les initiatives alternatives dans les espaces ruraux de marges des montagnes françaises.

Université Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble, UMR Pacte, Grenoble
nassima.hakimi@laposte.net

JEAN-BAPTISTE GRISON

Jean-Baptiste Grison, géographe, est chargé de mission Valorisation socio-économique et formation au Labex ITTEM (Innovation et transition des territoires de montagne). Il a contribué à la mise en place de la plateforme TransforMont, sur les innovations sociales en montagne et leur capacité à influencer sur la trajectoire de territoires dans le sens de la transition soutenable.

Université Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble, UMR Pacte, Grenoble
Jean-baptiste.grison@univ-grenoble-alpes.fr

KIRSTEN KOOP

Kirsten Koop, géographe, est enseignante-chercheuse à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine de l'Université Grenoble Alpes, directrice de l'équipe VillesetTerritoires de l'UMR PACTE, et membre du comité de direction du LabEx Innovation et transition des territoires en montagne - ITTEM. Ses recherches portent sur l'épistémologie des théories et modèles de développement, la transition territoriale et les inégalités. Au carrefour entre études de l'après-développement et celles des transitions, elle étudie actuellement la capacité des initiatives citoyennes visant la transition soutenable à transformer les territoires en milieu rural montagnard.

Université Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble, UMR Pacte, 38000 Grenoble, France
kirsten.koop@univ-grenoble-alpes.fr

PIERRE-ANTOINE LANDEL

Pierre-Antoine Landel est chercheur associé en géographie-aménagement au sein de l'UMR PACTE (Université Grenoble Alpes). Après avoir travaillé dans différentes organisations agricoles et collectivités territoriales drômoises et ardéchoises jusqu'en 2000, il a été enseignant-chercheur à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine jusqu'en 2021. Ses travaux de recherche portent sur les dynamiques des territoires, en particulier sur les arrière-pays méditerranéens : <https://www.pacte-grenoble.fr/membres/pierre-antoine-landel>

Université Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble, UMR Pacte, Grenoble
pierre-antoine.landel@umrpacte.fr